

**Pour
une autre
PAC** 
Un nouveau pacte agricole et alimentaire européen

Rapport d'activité

2020



Sommaire

Les chiffres-clefs de 2020	3
Rapport moral du Président	4
Rapport financier	6
Contexte politique de l'année 2020	9
Une mise en lumière imprévue des enjeux agricoles et alimentaires	9
La réforme de la PAC et le Pacte vert en haut de l'agenda européen	10
Nos temps forts de 2020	11
L'élaboration du diagnostic du Plan Stratégique National pour la réforme de la PAC	11
Le Salon international de l'agriculture	12
L'animation de groupes de travail internes sur l'alimentation et la transition agroécologique dans la prochaine PAC	15
La coordination d'une lettre signée par plus de 400 ONG européennes adressée aux ministres de l'agriculture des États membres de l'UE	16
Le débat public ImPACtons	18
L'offre de formations au réseau de l'association	21
La campagne autour du vote de la réforme de la PAC au niveau européen	22
Fonctionnement de <i>Pour une autre PAC</i>	26
Instances	26
Réseaux	26



Les chiffres-clefs de 2020



45
organisations membres

Étudiant au fur et à mesure les demandes d'adhésion qui lui parviennent, *Pour une autre PAC* poursuit son élargissement progressif à des organisations de nature variée. En 2020, 5 nouvelles associations ont rejoint les rangs de la plateforme : Agronomes et Vétérinaires sans Frontières, Les Greniers d'Abondance, WWOOF France, Coordination Sud et Bee Friendly. Les quatre collèges entre lesquels sont réparties les organisations membres présentent ainsi un bon équilibre : 11 organisations paysannes, 14 organisations de protection de l'environnement et du bien-être animal, 9 organisations de solidarité internationale et 11 de citoyen-ne-s-consommateur-ric-e-s.



140
reprises médiatiques

Le développement des actions de communication était un de objectifs fixés par *Pour une autre PAC* pour son année 2020 et caractérisé notamment par le recrutement d'une chargée de communication. Les chiffres reflètent bien l'identification croissante de *Pour une autre PAC* par les media, puisque l'association est beaucoup sollicitée et reprise par les journalistes que les années précédentes. Quatre opportunités ont particulièrement suscité l'attention des media : le Salon international de l'agriculture, le débat public ImPACtons, la mobilisation « Notre Assiette pour demain » et le vote de la réforme de la PAC au niveau de l'UE.



+ 178 %
d'abonné-e-s à notre page Facebook

En raison du contexte sanitaire propre à l'année 2020, l'animation des réseaux sociaux a été particulièrement importante pour maintenir un lien et continuer à informer la communauté de sympathisant-e-s de *Pour une autre PAC*. Grâce à plusieurs temps forts pédagogiques (comme pendant le premier confinement), de sensibilisation (notamment autour du débat public ImPACtons) et de mobilisation (par exemple, campagne Good Food Good Farming à l'approche du vote de la réforme de la PAC au niveau de l'UE), la page Facebook de *Pour une autre PAC* approchait des 15 000 abonné-e-s en fin d'année.



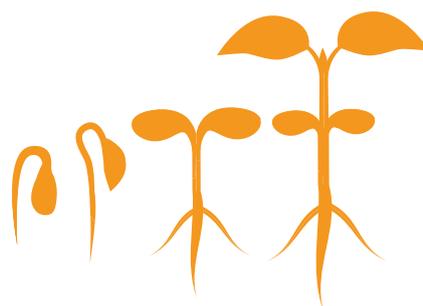
25
rendez-vous avec des groupes politiques du Parlement européen

En octobre 2020, le Parlement européen a voté en plénière sa position pour la réforme de la PAC, et ce après des semaines d'intenses négociations entre député-e-s et groupes politiques. Plusieurs élu-e-s français-e-s étant particulièrement impliqué-e-s sur ce dossier, la plateforme *Pour une autre PAC* a multiplié les échanges avec eux, leurs collaborateur-ric-e-s attiré-e-s ou de groupe en amont du vote afin de faire valoir les positions consensuelles portées par l'ensemble de nos organisations membres.



3 952
heures de bénévolat dont a bénéficié l'association

Le temps de travail dont les organisations membres font don à la plateforme constitue la ressource la plus précieuse pour le travail collectif de *Pour une autre PAC*. Outre le bénévolat de la part des organisations membres, l'association a bénéficié de temps de travail gracieux de la part d'une agence de communication, d'avocats, d'un développeur web et d'une bénévole.



Rapport moral du Président

Mathieu Courgeau est un jeune éleveur laitier en agriculture biologique, basé en Vendée et installé sur un GAEC de deux associés et une salariée. Issu de la Confédération paysanne, il a été élu Président de *Pour une autre PAC* lors de l'Assemblée générale du 13 mars 2020. Mathieu Courgeau dresse le bilan du travail mené par *Pour une autre PAC* au cours de l'année 2020, dans un contexte atypique.

« Ces défis ne seront pas relevés sans un changement global de système agricole et alimentaire. »

« Cette année a été celle de la mobilisation pour peser sur la définition de la prochaine PAC. »

Nous nous souviendrons longtemps de cette année 2020, avec l'arrivée de ce virus qui fragilise encore plus nos sociétés et s'impose à la liste des défis que nous avons collectivement à relever. La crise sanitaire a exacerbé certaines fractures, notamment celles liées à l'alimentation et mis en lumière l'impérieuse nécessité d'aller vers plus de souveraineté alimentaire. Mais il est certain que ces défis ne seront pas relevés sans un changement global de système agricole et alimentaire. Notre combat commun *pour une autre PAC* s'en trouve d'autant plus renforcé et plus pressant encore !

Après être montée en puissance en 2019, cette année a été celle de la mobilisation pour peser sur la définition de la prochaine PAC. Mobilisation européenne d'abord puisque *Pour une autre PAC* s'est largement investie sur le vote du Parlement et du Conseil du mois d'octobre. Mobilisation nationale ensuite avec les prémices des négociations sur la PAC avec le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation. Et mobilisation locale enfin avec le débat public organisé par la CNDP sur la PAC, et dont la forte participation dans les débats démontre le besoin fort de nos concitoyens de se réappropriier leur alimentation et les enjeux afférents.

« Nous constatons un intérêt croissant pour de la réflexion en commun. »

« Une conviction profonde dans la justesse du projet agricole et alimentaire que nous portons. »

Pour une autre PAC continue à être cet espace de dialogue et de construction entre organisations paysannes et citoyennes. Cette alliance originale entre organisations d'entrées différentes qui ont su élaborer ensemble un projet agricole et alimentaire ambitieux et cohérent suscite de l'espoir, sentiment si précieux de nos jours. Nous parvenons à maintenir cette cohésion qui fait notre force, malgré l'avancée des négociations. Mieux encore, nous constatons un intérêt croissant pour de la réflexion en commun !

Ces différentes mobilisations nous permettent d'aborder l'année à venir avec une volonté encore renforcée et une conviction profonde dans la justesse du projet agricole et alimentaire que nous portons.



Mathieu Courgeau,
président de *Pour une autre PAC*
Crédits photo : Théophile Trossat

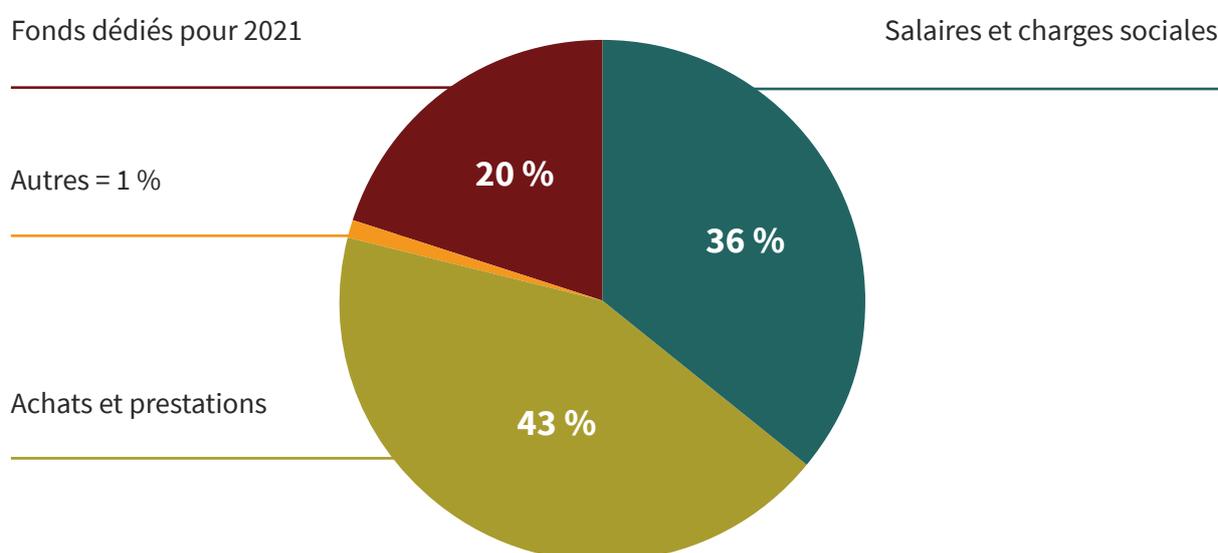
Rapport financier

Malgré une année perturbée, *Pour une autre PAC* a maintenu le cap d'un budget en augmentation progressive, à même d'accompagner le développement de l'association. Le total des produits et des charges sont tous deux légèrement supérieurs à ceux de 2019 : les produits ont augmenté de 14 % et les charges de 11 %. L'année 2020 se solde avec un résultat net excédentaire de 14 003 €. Le bénévolat dont a bénéficié l'association est en croissance par rapport à 2019 ; il est cette année évalué à 83 885 €.

Le total du bilan comptable 2020 de *Pour une autre PAC* est de 129 560 €. Ce bilan intègre 50 000 € de fonds dédiés constitués en 2019 au profit du projet « débat public » réalisé au cours de l'année 2020, ainsi que 76 000 € de nouveaux fonds dédiés constitués fin 2020 au profit de deux projets prévus pour le premier semestre 2021. Autre caractéristique du bilan comptable 2020 : l'année a été close avec une trésorerie amplement suffisante pour assurer toutes les dépenses avant encaissement des premières subventions obtenues au titre de l'année 2021.

Le premier poste de charges de l'association a été en 2020 les achats de produits et services, à hauteur de 160 795 €, ce qui est un peu moins que l'année précédente. Cette baisse s'explique par l'absence de réplique du projet de stand au Salon international de l'agriculture que *Pour une autre PAC* avait eu en 2019 et qui avait généré de fortes dépenses de cette nature. De manière générale, le contexte particulier de l'année 2020 a entraîné une baisse des frais de mission, de bouche et d'événementiel. Le deuxième poste de dépenses de l'association est lié aux ressources humaines et ce poste-ci est quant à lui en hausse de 46 % par rapport à 2019. Cette hausse s'explique logiquement par l'augmentation du nombre de salariées de l'association : alors qu'en 2019, *Pour une autre PAC* embauchait en moyenne 1,83 ETP sur l'année, la moyenne d'ETP a été de 2,75 en 2020.

Charges = 378 630 €

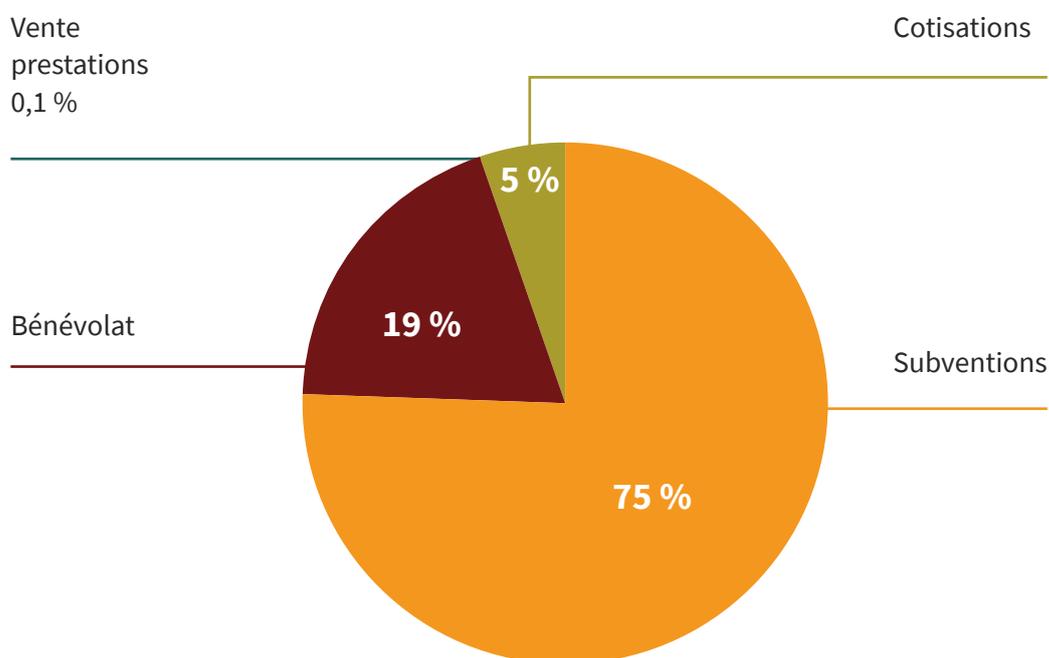


Du côté des produits, ils sont aux trois quarts dus aux subventions, qu'il s'agisse des subventions publiques, privées et de mécénat d'entreprises. *Pour une autre PAC* a reçu en 2020 trois subventions d'un montant supérieur ou égal à 50 000€ : une de la part de la Fondation Daniel et Nina Carasso, une autre – celle-ci publique – du Réseau rural national et la troisième de la Fondation de France : elles représentent à elles trois 61 % des produits issus de subventions. De plus, 2020 représente la première année au cours de laquelle *Pour une autre PAC* a bénéficié d'une subvention publique. En tout, onze bailleurs différents (voir liste sur la page suivante) ont contribué au financement de l'association sur 2020.

Par ailleurs, les cotisations des organisations membres de *Pour une autre PAC* ont permis de collecter plus d'agent en 2020 qu'en 2019 : 18 000 €, contre 11 500 €. Cela s'explique en partie par l'augmentation progressive du nombre d'organisations membres, mais aussi par la générosité des contributions supplémentaires facultatives de deux d'entre elles.

Enfin, un volume horaire de bénévolat très important est fourni par l'ensemble des organisations membres ainsi que leurs groupes locaux, complété par les prestations *pro bono* offertes par plusieurs avocats et une agence de communication. C'est ainsi que pour 2020, *Pour une autre PAC* peut valoriser 3 952 heures de travail bénévole.

Produits et bénévolat = 476 517 €



En 2020, *Pour une autre PAC* a bénéficié du soutien financier de :



Contexte politique de l'année 2020

Une mise en lumière imprévue des enjeux agricoles et alimentaires

La survenance de l'épidémie de Covid-19 en France, comme dans le reste du monde, a significativement bouleversé notre actualité, nos priorités, nos modes de travail. Parmi les conséquences de la crise sanitaire, nous avons assisté à une mise en lumière quasiment immédiate du secteur agricole et alimentaire : de son importance, de ses fragilités et de l'opportunité de le réinventer. Dès la mise en place du premier confinement, des ruptures de stock ont été observées dans les supermarchés du pays, des risques de tensions dans l'approvisionnement ont été mis à jour, des pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs agricoles ont été constatées. Mais c'est aussi pendant ce premier confinement que les citoyen·ne·s ont repris leurs actes de consommation alimentaire en main, en se reportant massivement vers des achats locaux, en circuits courts, ainsi que vers des matières premières brutes.

Outre les modes d'approvisionnement alimentaire, ce sont aussi les regards sur le sujet de l'agriculture et de l'alimentation qui ont évolué. D'abord, celles et ceux qui s'en détournent jusque-là ont été amenés à s'y intéresser. Et puis celles et ceux qui se satisfaisaient du système actuel ont été contraint·e·s de questionner notre dépendance à certaines importations (y compris de travailleur·se·s) comme aux marchés d'export. Une notion phare, déjà chère aux organisations membres de *Pour une autre PAC* bien avant cette crise, a été reprise partout : la souveraineté alimentaire.

Si l'intérêt pour le sujet était largement partagé, les leçons à tirer de la crise, elles, ont fait l'objet d'interprétations variées. Dans ce contexte, Mathieu Courgeau, le président de *Pour une autre PAC*, a pris la plume à l'occasion d'une tribune dans le journal Ouest France pour expliquer que la pandémie mettait en lumière des enjeux déjà pointés par nos organisations et que le retour à une situation normale ne devrait pas être synonyme de retour au système d'avant, mais se traduire au contraire par la création d'un nouveau système qui saurait apporter les réponses requises par ces enjeux majeurs. Mais au fait, de quels enjeux parle-t-on ici exactement ?

La réponse se trouve dans les extraits suivants de la tribune : « Déjà avant cette crise, 7 millions de personnes étaient en situation de précarité alimentaire dans notre pays », « notre profonde vulnérabilité : des campagnes vidées de leurs paysans et une alimentation dépendante de marchés mondiaux », « un pays comme le nôtre importe 50 % de sa consommation en fruits et légumes », le recours aux « saisonniers roumains ou marocains sous-payés », « la France importe chaque année l'équivalent de la surface agricole de la Belgique en soja majoritairement OGM pour nourrir les animaux de certains élevages », etc.

Pour une autre PAC a toujours fait de notre souveraineté alimentaire le premier des objectifs à fixer pour la prochaine PAC. C'est pourquoi nos propositions pour la réforme de celle-ci, sur la table depuis 2018, apportent une réponse aux fragilités de l'actuel système agricole et alimentaire européen, notamment par la diversification des territoires, la relocalisation (y compris de la vente) et la transition agroécologique. Il ne suffira pas de tourner la page une fois la lutte contre l'épidémie de coronavirus derrière nous, il faudra la réécrire. Mathieu Courgeau écrivait justement en fin de tribune : « La crise vient percuter de plein fouet la négociation sur la future PAC. Il serait incompréhensible et désastreux de ne pas tenir compte des enseignements de cette période pour la réformer en profondeur. [...] Consolider la résilience alimentaire de l'UE suppose de se tourner vers l'essentiel : produire de manière durable pour nourrir toute notre population. »



La réforme de la PAC et le Pacte vert en haut de l'agenda européen

Un peu bousculé par la crise sanitaire, l'agenda des institutions européennes ne s'est pas pour autant vidé, au contraire. De nombreux éléments préliminaires à l'accord final sur les règlements européens qui encadreront la réforme de la PAC, accord qui interviendra en 2021, ont été actés au cours de l'année 2020. *Pour une autre PAC* retrace ici le fil chronologique de ces grandes étapes de l'agenda politique européen de 2020.



Nos temps forts de 2020

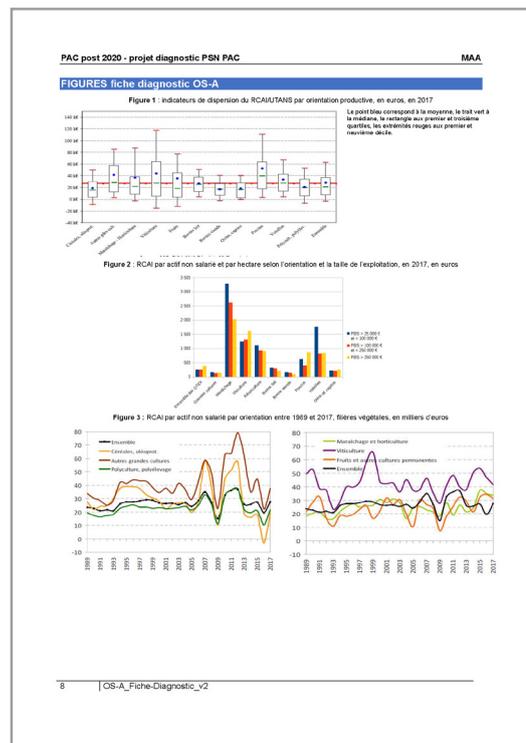
L'élaboration du diagnostic du Plan Stratégique National pour la réforme de la PAC

Le Plan Stratégique National (PSN), document phare de la PAC 2023-2027, est introduit par un diagnostic, c'est-à-dire un état des lieux de la ferme France, organisé par objectifs spécifiques, ou autrement dit, par grands enjeux. Pour chacun de ces grands enjeux, le diagnostic est suivi par une analyse AFOM (atouts, forces, menaces, opportunités), puis par une liste de besoins auxquels la prochaine PAC ou d'autres politiques devraient répondre. L'état des lieux inclut des nuances selon les Régions et il en va de même pour la liste des besoins qui précise des besoins spécifiques à certaines Régions.

L'élaboration du diagnostic du PSN français avait démarré en fin d'année 2019. Elle s'est intensifiée en janvier 2020, pour être officiellement close par une réunion du Conseil Supérieur d'Orientation, instance présidée par le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, le 5 février 2020.

Au cours des quelques mois d'élaboration de ce diagnostic, *Pour une autre PAC* a été très investie. **La plateforme est ainsi la partie prenante, toutes natures confondues, qui a fourni le plus de contributions à l'administration et au Ministre.** Concrètement, *Pour une autre PAC* a :

- Assisté et contribué oralement aux cinq réunions de travail organisées par le Ministère ;
- Élaboré six contributions écrites, mises à disposition de toutes les parties prenantes sur l'interface en ligne du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation ;
- Accompagné l'acculturation de nos organisations membres à cet exercice, en préparant collectivement chacune des réunions auxquelles nous étions conviés par le Ministère et en leur offrant des temps de discussion ou relecture de leurs contributions propres ;
- Organisé une stratégie d'intervention collective de répartition des sujets et des priorités entre organisations membres ;



PAC post 2020 - projet diagnostic PSN PAC MAA

Identification des besoins pour l'OS-A « Soutenir des revenus agricoles viables et la résilience dans toute l'Union pour améliorer la sécurité alimentaire »

L'analyse AFOM aide à définir des besoins les plus importants auxquels le PSN pourrait éventuellement répondre ; leur hiérarchisation sera effectuée dans un second temps.

Besoins identifiés au niveau national

Besoins nationaux	Description des besoins (PAC et hors PAC) – non hiérarchisés, non-priorisés
A.1 Assurer généralement le revenu des agriculteurs	<ul style="list-style-type: none"> Garantir et stabiliser les revenus des agriculteurs sur une période suffisante pour leur permettre de mieux vivre, d'investir et d'innover. Assurer un niveau de vie équitable de la population agricole salariée et non salariée, par rapport au reste de la société et entre agriculteurs.
A.2 Assurer la rémunération du producteur pour lui garantir un revenu	<ul style="list-style-type: none"> Fournir les conditions permettant la juste rémunération du producteur dans la chaîne de valeur (hors PSN) Accompagner les démarches de filière Renforcer les outils de régulation des marchés pour les rendre plus efficaces et réactifs et maintenir des filets de sécurité dans l'OCM au niveau européen, notamment pour se prémunir de la volatilité des marchés internationaux (hors PSN) Encourager la diversification des activités dont la production d'énergie des exploitations, complémentaires à l'activité principale, en intégrant l'ensemble des activités dans une stratégie globale d'exploitation et de territoire (ressources, débouchés, mutualisation, circularité, etc.) Éviter la captation de certaines aides destinées aux agriculteurs par d'autres acteurs du système agricole au sens large
A.3 Inciter à la réduction des coûts de production et des charges	<ul style="list-style-type: none"> Accompagner la mise en place de systèmes plus résilients et plus sobres en intrants Promouvoir l'autonomie fourragère des exploitations et la synergie entre grandes cultures et élevages Inciter à la mutualisation des coûts (regroupement, travail en commun)
A.4 Soutenir des revenus viables et stables sur tout le territoire et dans l'ensemble des filières	<ul style="list-style-type: none"> Amoinsir les disparités de revenus entre filières et territoires, incluant les zones dévalorisées, de montagne et intermédiaires. Assurer le maintien d'une production, de la valeur produite, et de l'emploi agricole sur l'ensemble des territoires, notamment en anticipant les évolutions de la demande et en s'y adaptant pour garantir au maximum la couverture de nos besoins alimentaires. Renforcer le soutien aux systèmes présentant de fortes externalités positives non prises en compte par le marché, afin d'inciter les exploitants à orienter leurs pratiques tout en soutenant leurs revenus (notamment le pastoralisme et le sylvo-pastoralisme) Rémunérer les services apportés par l'agriculture (paysages, haies, bords de cours d'eau, surfaces en herbe, zones de captages...)

1 | OS-A_1_Besoins_v2

- Recensé l'état d'avancement et d'ouverture à la concertation multi-acteurs des exercices de diagnostic menés à échelle régionale par les Conseils régionaux.

Une fois le diagnostic achevé, les négociations sur les parties suivantes du Plan Stratégique National auraient théoriquement dû commencer dès avril 2020, mais la crise sanitaire a largement fait glisser le calendrier. Les services du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation ont bien poursuivi leur réflexions internes sur le PSN à partir de septembre 2020. Toutefois, les réunions multilatérales de consultation, auxquelles *Pour une autre PAC* participe, n'ont repris que début 2021. **L'année 2020 aura donc été moins intense qu'anticipé en ce qui concerne la contribution à la préparation du PSN, l'effort étant reporté sur le premier semestre 2021.**



Le Salon international de l'agriculture

Chaque année, le Salon international de l'agriculture constitue le point culminant de l'agenda agricole, tant d'un point de vue médiatique – avec une couverture inégalée des sujets agricoles par les media – que du point de vue politique – avec une multiplication des annonces gouvernementales, des échanges avec les femmes et hommes politiques et desancements de nouveaux programmes d'action publique.

Alors qu'en 2019, *Pour une autre PAC* avait pour la première fois eu un stand au Salon international de l'agriculture, faisant du Salon un de ses principaux projets de l'année, la plateforme a davantage mis l'accent en 2020 sur l'**utilisation du Salon à des fins de communication** qu'à des fins de mobilisation citoyenne. En parallèle, l'édition 2020 du Salon international de l'agriculture a continué à représenter une opportunité intéressante

Abonnez-vous
Se connecter

Accueil / Economie / Agriculture

POINT DE VUE. Lettre ouverte aux paysans français d'aujourd'hui et de demain

Alors que s'ouvre l'édition 2020 du Salon international de l'agriculture sous la bannière « l'agriculture vous tend les bras », les organisations membres de la plateforme *Pour une autre PAC* (1), associant paysans et citoyens engagés, prennent au mot cette main tendue et affirment que l'agriculture nous concerne tous.



Au Salon International de l'Agriculture 2019 au Parc des expositions de la Porte de Versailles, un éleveur de bovins de race Gasconne des Pyrénées | DAVID ADEMAS / OUEST FRANCE

blic sur cette thématique, puis constat de l'action (ou l'inaction) de la PAC sur celle-ci, puis appel à action pour améliorer la situation. Les huit thématiques ainsi abordées furent : alimentation, environnement, dynamisme des zones rurales, santé publique, bien-être animal, prix des denrées alimentaires, paysages et place des paysannes dans la société.



Renforcement de la visibilité médiatique de *Pour une autre PAC*

Pour *Pour une autre PAC*, le Salon de l'agriculture est également l'opportunité de renforcer son identification par les journalistes et d'exploiter les nombreux papiers ou émissions alors consacrés à l'agriculture pour faire passer ses messages. Grâce aux efforts de la chargée de communication de l'association quelques semaines à peine après sa prise de poste, *Pour une autre PAC* a décroché quatre interviews, dont une interview de 8 minutes dans l'émission matinale « Le 5 / 7 » de France Inter.

- Banque des territoires : « Faibles rémunérations et départs en retraite fragilisent l'avenir de l'agriculture française »
- France Inter : « Est-ce à la PAC de servir de variable d'ajustement dans le budget européen ? »
- RFI : “French farmers demand reform of EU agricultural policy”
- L'Humanité : « Europe : La nouvelle PAC doit reconnaître les bonnes pratiques »



Rencontres avec divers acteurs impliqués dans la réforme de la PAC

L'absence de stand en propre ne facilite pas l'obtention de rendez-vous politiques au Salon international de l'agriculture. *Pour une autre PAC* a tout de même entrepris d'y rencontrer quelques acteurs de diverses natures : élu·e·s régionaux·les, nationaux·les ou européen·ne·s et organisations professionnelles agricoles ou des salarié·e·s de l'agro-alimentaire.

Pour finir, lors de la déambulation du Président de la République dans les allées du Salon, il a été possible de l'interpeller sur la défense du budget du 2^e pilier de la PAC, alors qu'Emmanuel Macron s'apprêtait à négocier avec ses homologues européen·ne·s le cadre financier pluriannuel, et donc les budgets respectifs des deux piliers de la PAC jusqu'en 2027. Au travers de ce bref échange, le Président de la République s'était engagé vis-à-vis de *Pour une autre PAC* à se battre autant pour préserver le budget du 2^e pilier que celui du 1^{er}. L'issue des négociations budgétaires européennes, obtenue plusieurs mois après le Salon international de l'agriculture, a effectivement été favorable au budget du 2^e pilier de la PAC en France, puisque celui-ci sera en légère augmentation sur 2021-2027 par rapport à 2014-2020.



L'animation de groupes de travail internes sur l'alimentation et la transition agroécologique dans la prochaine PAC

Alors que les négociations pour le Plan Stratégique National ont en grande partie été mises en pause sur l'année 2020, *Pour une autre PAC* a utilisé ce décalage du calendrier politique pour renforcer son positionnement commun sur deux enjeux fondamentaux de la réforme de la PAC : d'une part, l'accompagnement de la transition agroécologique et d'autre part, l'intégration de l'enjeu alimentaire.

Chacun de ces deux sujets a fait l'objet d'un groupe de travail dédié. Tous deux avaient démarré au deuxième semestre 2019 et se sont clos en fin d'année 2020. Le groupe de travail sur l'alimentation s'est réuni dix fois au cours de l'année 2020, tandis que le groupe de travail sur la transition s'est réuni sept fois. Ces deux groupes ont rempli une double fonction : ils ont servi, d'un côté, à favoriser l'échange de positions entre organisations et à une meilleure interconnaissance de leurs visions respectives et, d'un autre côté, à créer des positions communes validées par la plateforme *Pour une autre PAC* allant le plus loin possible. Le travail des deux groupes a fait l'objet de discussion lors des trois AG annuelles de *Pour une autre PAC*, mobilisant ainsi la totalité des organisations membres sur ces deux dossiers. Après plus d'une année de réflexion collective, la plateforme *Pour une autre PAC* a adopté **deux notes de positionnement détaillées, l'une sur l'accompagnement de la transition agroécologique et l'autre sur l'intégration de l'enjeu alimentaire, visant à nourrir l'éla-**

laboration du Plan Stratégique National de la France. En plus d'avoir été partagées avec les décideur-se-s politiques, ces deux notes ont été rendues publiques sur notre site internet.

Concrètement, en plus de l'élaboration de propositions de mesures précises pour la prochaine PAC, les groupes de travail ont contribué à **créer un récit et une culture communes aux diverses organisations membres.**

- Le groupe de travail sur l'intégration de l'alimentation dans la PAC post 2020 s'est approprié les éléments de bilan de la PAC actuelle liés à l'alimentation, a établi des définitions communes des notions de démocratie alimentaire, d'accessibilité et d'alimentation durable, a organisé une session de formation sur les Projets Alimentaires Territoriaux et a construit un argumentaire pour défendre notre vision des politiques alimentaires.
- Le groupe de travail sur l'accompagnement de la transition agroécologique dans la PAC post 2020 a défini un cadre de ce qui est entendu et attendu par la transition agroécologique. Il a également engagé une réflexion sur la répartition de compétences entre État et Régions pour le 2^e pilier de la PAC.

Ces deux groupes de travail ont marqué une étape dans l'identification de *Pour une autre PAC* comme espace propice au dialogue inter-organisation. Malgré l'investissement requis pour les organisations membres qui ont choisi de s'y impliquer, leur fonctionnement et leur travail ont été salués, nourrissant même des envies de création d'autres groupes thématiques similaires au sein de la plateforme à l'avenir.

La réflexion commune sur l'alimentation en particulier est amenée à se poursuivre au cours des prochaines années. En effet, d'une part, l'existant est encore tenu sur ce sujet, tant en matière d'évolution réelle de la PAC vers une Politique Agricole et Alimentaire Commune qu'en ce qui concerne la consolidation d'une vision commune aux divers types d'organisations de la société civile. D'autre part, la poursuite de cette réflexion est d'autant plus d'actualité que la Commission européenne a publié en 2020 sa stratégie « Farm to Fork », ou en français « De la ferme à la table », visant à renforcer l'action et l'intégration des politiques européennes en matière d'alimentation.

LES PROPOSITIONS DE POUR UNE AUTRE PAC POUR INTÉGRER L'ALIMENTATION DANS LA PAC POST 2020



publié le 4 décembre 2020

Actualités

Depuis 2017, les organisations membres de la plateforme *Pour une autre PAC* travaillent à faire évoluer la PAC vers une Politique Agricole et Alimentaire Commune (PAAAC). Après un premier travail de propositions générales portant sur la PAC post 2020, que vous pourrez retrouver dans notre livre intitulé «*Qu'une vraie réforme de la PAC, vers une politique agricole et alimentaire commune*», *Pour une autre PAC* s'est attachée à préciser ses demandes, enjeu par enjeu : création de paiements pour services environnementaux et de bien-être animal, accompagnement de la transition agroécologique, mais également intégration de l'alimentation. Dans cette perspective, *Pour une autre PAC* publie une note décrivant le détail de ses propositions pour favoriser la prise en compte de l'enjeu alimentaire dans la prochaine PAC.

Depuis sa création, les aides de la PAC soutiennent majoritairement des modes de production industriels et standardisés qui maintiennent les hommes et les femmes qui y travaillent, les écosystèmes dans lesquels ils s'intègrent et les animaux qui y sont élevés. De plus, ils conduisent à une offre alimentaire déséquilibrée, sanitaire et nutritionnellement questionnable et dont les denrées de moindre qualité sont les seules auxquelles finit par avoir accès la part grandissante des plus précaires d'entre nous. Pourtant, nous faisons le constat que tout un chacun a le désir d'accéder à une alimentation qui fait plaisir à manger, qui ne met pas en jeu sa santé, dont la pérennité n'est pas remise en cause par ses propres modes de productions, qui permet une vie décente aux paysannes, aux paysans et qui respecte les fondamentaux du bien-être des animaux qui la constituent. Pour la plateforme *Pour une autre PAC*, une politique agricole européenne doit d'abord être une Politique Agricole et Alimentaire Commune dont l'objectif principal doit être de garantir le droit à une telle alimentation pour tous. L'ensemble des mesures destinées à orienter les modes de production doivent être construites en ce sens.

La note sur l'intégration de l'alimentation dans la PAC post 2020 récapitule les propositions de *Pour une autre PAC* en matière de politique alimentaire générale (qualité de l'alimentation, accès à l'alimentation, souveraineté alimentaire des territoires et de l'Europe, répercussions sur les pays du Sud). Elles sont complémentaires à celles de la note sur l'accompagnement de la transition agroécologique dans la PAC post 2020 qui récapitule quant à elle les propositions de *Pour une autre PAC* s'appliquant à l'échelle des fermes, afin de transformer leurs modes de produc-

La coordination d'une lettre signée par plus de 400 ONG européennes adressée aux ministres de l'agriculture des États membres de l'UE

Au 1^{er} juillet 2020, l'Allemagne a pris la présidence tournante de l'Union européenne. Le Conseil des ministres de l'agriculture a ainsi été présidé par la ministre allemande de l'agriculture, Julia Klöckner, durant tout le deuxième semestre 2020. Or les négociations sur la réforme de la PAC au Conseil devaient être closes avant la fin de l'année 2020, donc sous présidence allemande. La prise de fonction de la ministre allemande à la tête du Conseil AGRFISH revêtait par conséquent une importance particulière pour l'orientation de la prochaine PAC.

L'Allemagne a organisé fin août un Conseil informel des ministres de l'agriculture sur son territoire, à Coblenz, réunion pendant laquelle les ministres ont naturellement abordé la question de la réforme de la PAC. C'est cette occasion que *Pour une autre PAC* a saisie pour proposer à ses partenaires européens la rédaction et la signature d'un texte commun. En effet, depuis sa relance en 2017, *Pour une autre PAC* a construit des relations solides avec ses partenaires allemands. La plateforme a également œuvré à la constitution d'un réseau de coalitions nationales actives sur la réforme de la PAC dans leurs États membres respectifs.

Fort de cette implication de longue date dans les mouvements européens associatifs et paysans impliqués sur la PAC, ***Pour une autre PAC* a pris l'initiative à l'été 2020 de rédiger le premier texte co-signé de diverses plateformes multi-acteurs nationales, qui a pris la forme d'une lettre ouverte adressée à la ministre allemande de l'agriculture**, dans le but de lui faire part des demandes des citoyen-ne-s pour réorienter la PAC, à prendre en compte dans la conclusion des négociations du Conseil sur cette réforme. À l'issue de plusieurs semaines de co-construction et d'appel à signature de la lettre, *Pour une autre PAC* est parvenue à rallier à ce texte les **coalitions de douze États membres différents, représentant en tout plus de 400 ONG européennes !**

Ensemble, les signataires du texte ont formulé les demandes suivantes à Julia Klöckner et aux autres ministres de l'agriculture européen-ne-s :

- Une réforme de la PAC qui soit compatible avec le Pacte vert, en particulier avec les objectifs des stratégies « De la ferme à la table » et « Biodiversité », tout en maintenant une approche commune au niveau européen. Cela implique de revoir fondamentalement la logique de la PAC pour assurer notre

Signataires

Agroecology in action (Belgium - Wallonia)

AgroEko Forum (Slovakia)

Aplinkosaugos koalicija (Lithuania)

Cambiamo agricoltura (Italy)

Environmental Pillar (Ireland)

Koalicja Żywa Ziemia (Poland)

Meng Landwirtschaft (Luxemburg)

Platform Aarde Boer Consument and Voedsel
Anders the Netherlands (the Netherlands)
Por otra PAC (Spain)

Pour une autre PAC (France)

Wir haben es satt!-Bündnis (Germany)

Wir haben es satt!-Plattform (Austria)



capacité à long terme à produire de la nourriture, et ce en reconstruisant des écosystèmes fonctionnels, en mettant le secteur agricole en conformité avec les obligations légales de l'Accord de Paris et en encourageant l'évolution vers des régimes alimentaires sains.

- Un niveau d'ambition beaucoup plus important en ce qui concerne la conditionnalité de la PAC, le bien-être animal, la santé publique, l'utilisation durable des ressources en eau, la protection de l'environnement et du climat, tout en améliorant la viabilité économique des fermes, leur diversification, le renouvellement générationnel et, par ce biais, la résilience des zones rurales.
- Le remplacement des aides à l'hectare non ciblées par le principe « argent public pour services publics » (incluant l'emploi paysan), d'un côté en orientant les paiements vers des mesures permettant aux paysan-ne-s de s'engager dans la transition agroécologique et de l'autre, en mettant en place des mécanismes de régulation des marchés pour améliorer leur situation économique. Les paysan-ne-s doivent pouvoir tirer un revenu décent de leur travail et leur poids dans la chaîne de valeur doit être renforcé.
- Le renforcement du nouveau modèle de mise en œuvre (new delivery model), afin d'assurer une utilisation efficace du budget de la PAC, en rehaussant les indicateurs de résultats, la performance et le suivi de cette politique, ainsi qu'en déterminant des allocations financières minimales par mesures obligatoires pour tous les États membres.
- La mise en place de garanties effectives pour une transparence et une intégration des parties prenantes dans les processus nationaux de préparation et de négociations des Plans Stratégiques, ainsi que lors des échanges entre la Commission et les États membres.

Chacune des coalitions nationales signataires a ensuite assuré la traduction et la diffusion de la lettre auprès de ses décideur-se-s politiques nationaux-les. La plateforme allemande de mobilisation citoyenne Wir haben es satt a joué un rôle particulièrement précieux dans la valorisation de la lettre, dans la mesure où elle l'a **remise en mains propres à Julia Klöckner** lors d'un événement de mobilisation qu'elle avait organisé à Coblenz en marge du Conseil informel des ministres de l'agriculture.



Environmental Pillar @Env_Pillar · 1 sept. 2020

400 organisations from 12 EU countries demand a radical change in #futureofCAP. Protest in Koblenz today during #AGRIFISH Council with European support: EU agriculture policies are broken! Make them work for farmers, nature & climate #GoodFoodGoodFarming bit.ly/3bj800G



Pour une autre PAC @pouruneautrepac · 27 août 2020

Inédit : 400 organisations de 12 pays exigent des ministres de l'agriculture un changement radical de la #PAC ! Ce week-end les ministres se réunissent en 🇪🇺 : la société civile leur demande de négocier une autre PAC. @J_Denormandie. Partagez !



Lettre ouverte à la présidence allemande de l'Union européenne sur la r... Plus de 400 organisations européennes de la société civile issues de douze États membres exigent un changement radical de la Politique ...
pouruneautrepac.eu



GoodFoodGoodFarming @GFGFActionDays · 27 août 2020

@JuliaKloeckner
 >400 civil society organisations from 12 🇪🇺 EU countries want you and all ministers in @EUCouncil to make the #futureofCAP work for #farmers #foodsovereignty #nature and #climate 🌱🌿🌍🌎🌏

Do not compromise our future!
[read gfgf.eu/openletter](https://gfgf.eu/openletter)



Voedsel Anders NL @voedselanders · 27 août 2020

Organisaties uit 12 EU lidstaten - inclusief Voedsel Anders en Platform ABC - pleiten voor een radicaal ander Gemeenschappelijk Landbouw Beleid



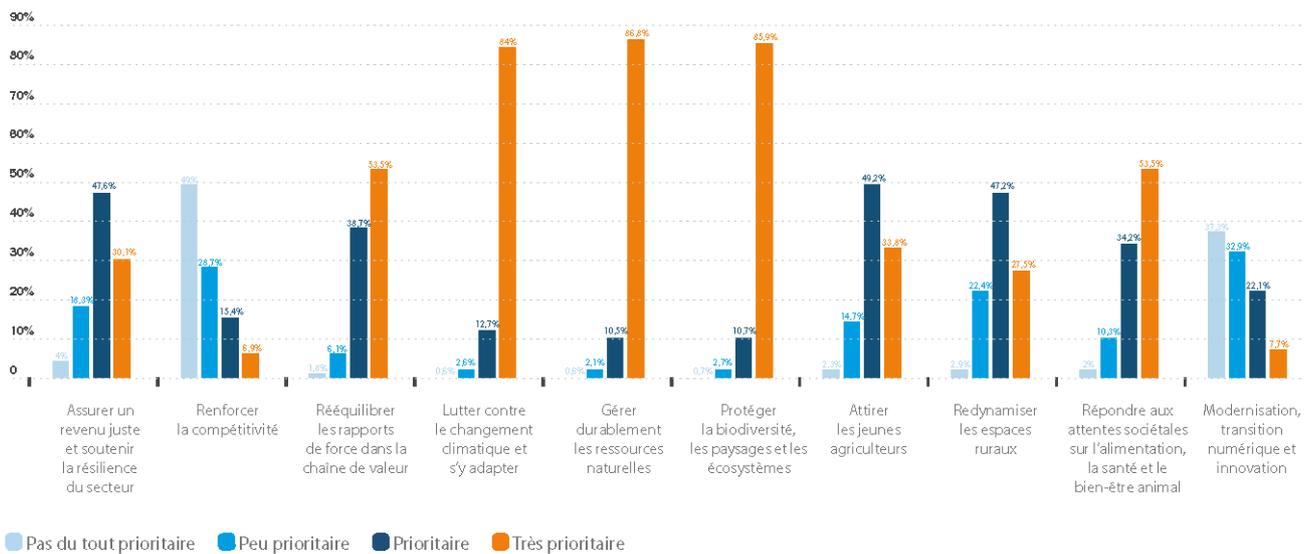
Por otra PAC @PorOtraPAC · 27 août 2020

🇪🇺 Más de 400 organizaciones pedimos que la #FuturaPAC (Política Agrícola Común) sea verde y justa

🇪🇺 Representa el 30% del presupuesto de la UE !
 Crucial para resolver desafíos sociales y ambientales, como despoblación o cambio climático
 @LuisPlanas
porotrapac.org/mas-de-400-org...



RÉPARTITION DES RÉPONSES TOTALES



citoyen-ne-s. On constate que les objectifs liés à l'environnement, au rééquilibrage du rapport de force dans la chaîne de valeur au profit des paysan-ne-s, ainsi qu'à la réponse aux attentes sociétales, dont l'alimentation, la santé publique et le bien-être animal, ont recueilli une majorité de votes en faveur d'une classification comme « très prioritaires », tandis que ceux portant sur le renforcement de la compétitivité et la modernisation, la transition numérique et l'innovation ont reçu une majorité de voix pour une classification en « pas du tout prioritaires ».

Pour une autre PAC a souhaité faire de la publication de ce rapport intermédiaire un temps fort de l'actualité agricole. C'est la raison pour laquelle *Pour une autre PAC* s'est exprimée à cette occasion au travers d'un communiqué de presse, pour saluer l'exercice et les résultats de la première partie du débat ImPACTons, mais aussi pour confirmer les orientations ressortant de ce dernier grâce à un sondage que la plateforme a fait réaliser par l'institut IPSOS. **Le sondage conduit par IPSOS pour**

***Pour une autre PAC* a effectivement fait ressortir des tendances similaires à celles exprimées par les citoyen-ne-s dans le cadre du débat ImPACTons, confirmant par là leur robustesse et leur représentativité.**

Les séances de débat



Après une suspension de plusieurs mois, le débat ImPACTons a repris début septembre, pour deux mois, pendant lesquels des séances de débat ont été organisées par la CNDP dans chaque région de France métropolitaine.

Pour une autre PAC a alors appelé à une participation large à ces séances de débat, en activant deux leviers principaux :

- Le réseau des groupes locaux de nos organisations membres : *Pour une autre PAC* a coordonné la présence de représentant-e-s de plusieurs organisations à chaque séance et les a accompagné-e-s dans leur appropriation du sujet à l'ordre du jour du débat en question. Pour cela, la plateforme a mis à leur disposition un kit de participation au débat public, ainsi



que des fiches thématiques et des notes d'argumentaires. En tout, ce sont ainsi **54 groupes locaux de nos organisations membres qui ont été mobilisés pour participer aux séances du débat public ImPACtons.**



- Une vidéo d'appel à mobilisation citoyenne : *Pour une autre PAC* a fait appel au vidéaste Max Bird pour réaliser une vidéo présentant les enjeux de la réforme de la PAC et invitant la communauté de ce Youtubeur à s'impliquer dans le débat public. **La vidéo a connu un franc succès puisqu'elle a dépassé le million de vues sur Youtube et Facebook.** Elle a également permis un changement d'échelle dans le nombre de personnes sympathisantes à *Pour une autre PAC*, matérialisé par les abonnements à nos comptes sur les réseaux sociaux et à une liste électronique via notre site internet.



L'Assemblée citoyenne sur l'agriculture



La deuxième phase du débat public comprenait aussi la constitution d'une assemblée composée de 140 citoyen-ne-s tiré-e-s au sort et ayant réfléchi trois jours durant à la rédaction d'un contrat social, socle du futur Plan Stratégique National. *Pour une autre PAC* a fait partie de la dizaine de parties prenantes invitées à s'exprimer devant cette assemblée citoyenne, afin de leur transmettre notre expertise et leur exposer notre point de vue sur la réforme de la PAC.

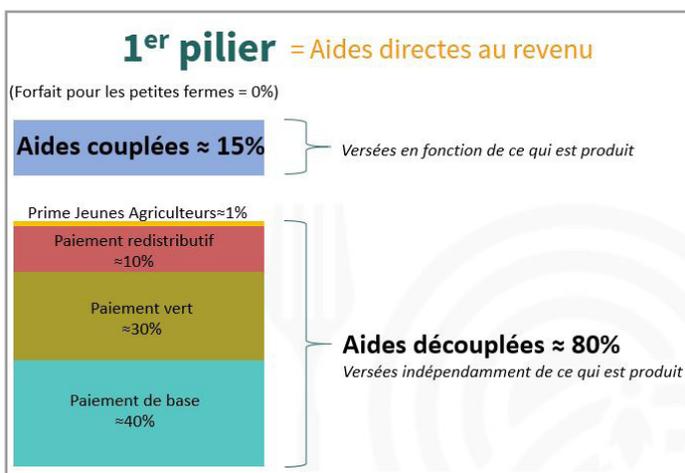


Si le débat public ImPACtons s'est clos à la fin du mois d'octobre 2020, c'est tout début 2021 que la CNDP a remis son rapport final au Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, rapport dont *Pour une autre PAC* a salué les grandes lignes au travers d'un communiqué de presse. Tout au long de l'année 2020, la plateforme aura fait vivre le débat ImPACtons tant en communiquant autour de son existence, qu'en y contribuant sur le fond ou encore, en remplissant une mission de vulgarisation de l'objet de ce débat.

L'offre de formations au réseau de l'association

Divers facteurs ont poussé *Pour une autre PAC* à **étoffer en 2020 son offre de formations, destinées aux organisations membres comme à leurs groupes locaux**. Tout d'abord, la mise à l'agenda politique très nette de la réforme de la PAC a poussé de nombreux acteurs à se pencher sérieusement sur le dossier, que ce soit du fait de la réalisation de diagnostics régionaux pour le PSN, du débat public ImPACTons, ou encore des votes sur cette réforme au niveau européen par le Conseil et le Parlement. Ensuite, les deux confinements ont augmenté l'appétence des bénévoles du milieu associatif pour des outils en ligne leur permettant de poursuivre, voire de professionnaliser, leur engagement en faveur d'une amélioration des politiques agricoles et alimentaires. Enfin, le succès connu par les toutes premières séances de formation proposées par *Pour une autre PAC* a permis d'établir le constat d'une forte demande pour la démultiplication des séances, constat qui s'est confirmé tout au long de l'année.

Les modules de formation pendant les deux confinements



Après une première journée de formation réalisée en présentiel dans les locaux de l'association à Montreuil en janvier, *Pour une autre PAC* a organisé une grande salve de formations au cours du premier confinement. Quatre sessions, comprenant trois modules de trois heures chacune, ont ainsi été proposées au réseau des organisations membres de la plateforme sur les mois d'avril et de mai 2020. En tout, elles ont accueilli plus de 120 participant-e-s, auquel-le-s s'ajoutent les personnes ayant visionné a posteriori les enregistrements et diaporamas de la formation. Ce bloc de formation portait sur : (1) les fondamentaux de la PAC, (2) la réforme de la PAC post 2020 et (3) les propositions de *Pour une autre PAC* pour la réforme de la PAC.

Au cours du deuxième confinement, en novembre 2020, *Pour une autre PAC* a réitéré l'expérience en proposant à nouveau des formations en ligne. Cette fois-ci, ce sont deux sessions de deux modules qui ont été organisées, le premier module portant sur la plateforme *Pour une autre PAC* et son positionnement, le second portant sur l'état des lieux des négociations pour la réforme de la PAC. L'exercice sera poursuivi au cours de l'année 2021, en élargissant la palette des sujets de formation selon les besoins exprimés par les organisations membres.



La réponse aux sollicitations de nos organisations membres et partenaires

En plus de cette offre de formation accessible à toutes les organisations membres, la plateforme *Pour une autre PAC* est régulièrement sollicitée par certaines des organisations membres pour organiser des interventions à la carte faisant, là encore, le point sur le spectre de la PAC et la négociation de sa réforme. Ces formations concernent des publics variés : elles peuvent s'adresser à des militant-e-s en local, à des administrateur-ric-e-s nationaux-les, à des paysan-ne-s, à des salarié-e-s des groupements régionaux, etc. Ce fut par exemple le cas pour ActionAid – Peuples solidaires ou la Fédération des Parcs

Naturels Régionaux de France.

Le même service est proposé à aux bailleurs de *Pour une autre PAC* : c'est ainsi qu'en 2020, la plateforme a délivré quatre formations pour le compte de ses partenaires financiers.

À ces formations à la carte pour les partenaires nationaux de la plateforme s'ajoutent celles que *Pour une autre PAC* effectue en anglais pour répondre à la demande de nos partenaires européens, à l'instar de celles sollicitées par Friends of the earth Europe ou encore la European Public Health Alliance, au cours de l'année 2020.

LE QUIZ SUR LA PAC

QUESTION 2/8

Quelle part du budget de l'UE est investie dans la politique agricole (en %) ?

Une visée pédagogique plus large

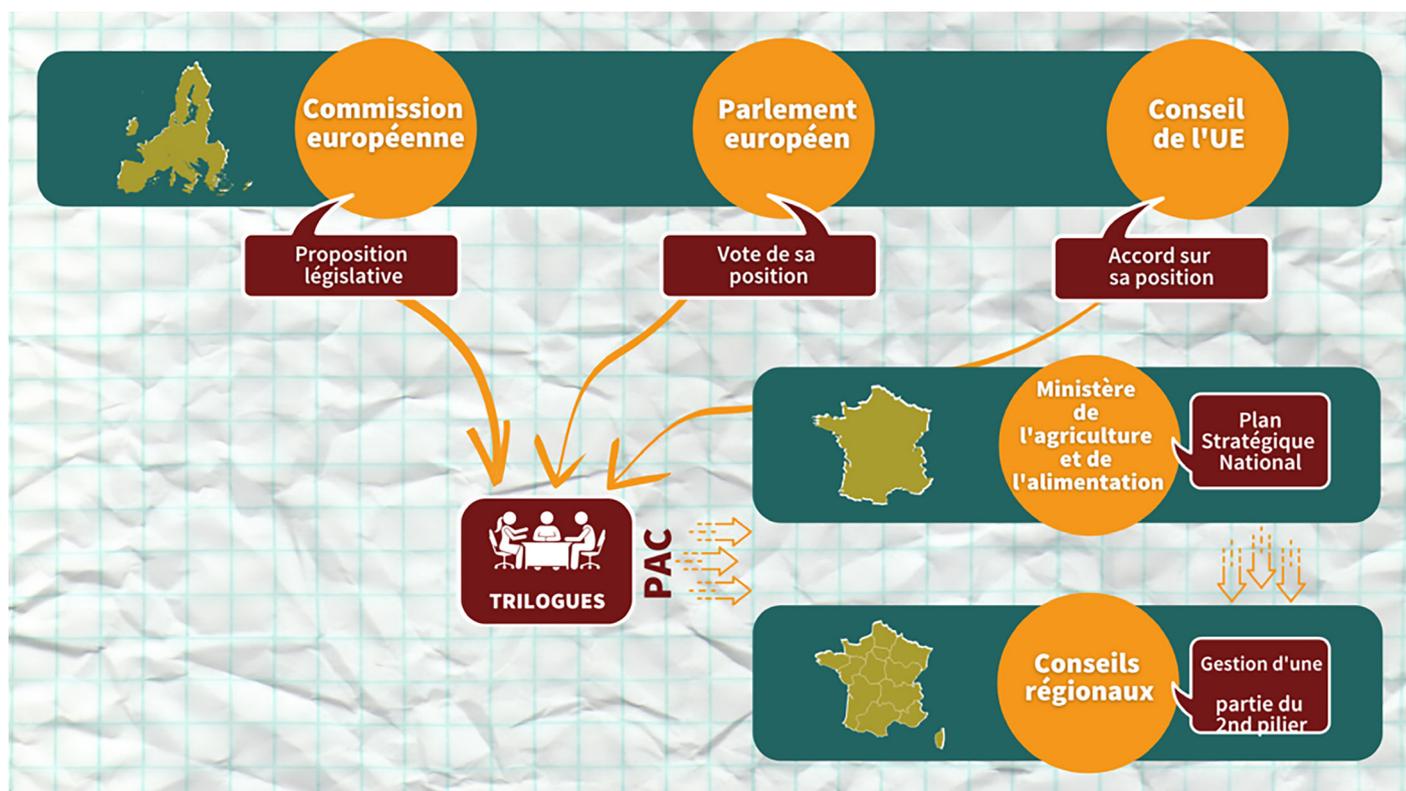
Enfin, dans la mesure où la vulgarisation de la PAC constitue une mission fondamentale de *Pour une autre PAC*, ses activités de formation dépassent le seul cadre de son réseau de partenaires directs. D'une part, la plateforme assure régulièrement des formations pour des étudiant-e-s en cycle supérieur. En 2020, trois sessions de cette nature furent organisées : une pour les élèves en 2^e année de formation d'ingénieur agronome à AgroSup Dijon, une pour les étudiant-e-s en première année de master à Sciences po Paris et une dernière pour le cursus de formation des IPEF à AgroParisTech. D'autre part, *Pour une autre PAC* produit régulièrement des outils pédagogiques sur la PAC à destination du grand public, qui sont mis à disposition sur le site internet et rendus visibles sur les réseaux sociaux.

La campagne autour du vote de la réforme de la PAC au niveau européen

Contribution aux débats au Parlement européen et au Conseil

Pour une autre PAC a suivi de très près la phase cruciale de négociation de la réforme de la PAC qui s'est jouée en octobre 2020, tant du côté du Parlement européen que du Conseil des ministres de l'agriculture. Côté Conseil, la plateforme a dialogué avec plusieurs instances publiques chargées de mener la négociation pour la France

et leur a fait parvenir des contributions écrites synthétisant les orientations consensuelles portées par *Pour une autre PAC*. Côté Parlement, *Pour une autre PAC* a organisé des rendez-vous avec divers groupes politiques et élu-e-s, afin de leur partager les modifications à la proposition législative de la Commission européenne identifiées comme prioritaires par nos organisations membres.



ENVIRONNEMENT ■ Une pétition lancée pour une agriculture plus saine
“Notre assiette pour demain” mobilise

Les membres des collectifs Alternatiba et ANV-COP21 Nevers appellent à une mobilisation citoyenne dans le cadre de l'opération nationale et européenne “Notre assiette pour demain”, prévue samedi 17 octobre.

Cette opération, qui se tient au lendemain de la Journée mondiale pour l'Alimentation, revendique une meilleure alimentation et un changement radical de modèle agricole, pour un modèle plus paysan, plus raisonné, plus écologique.

Influencer la Pac
 « Parce que manger sainement est un droit et non un choix, nous invitons la population nivernaise à signer et faire largement connaître la pétition “Pour une agriculture plus paysanne et plus écologique.”

ENGAGEMENT. Cette pétition plaide pour une agriculture plus paysanne et plus écologique. PHOTO MARION BOISJOT

Cette pétition vise à soutenir les grandes revendications énoncées dans une tribune (publiée le 24 septembre dans le journal *Libération*) et porter ainsi la voix des citoyens jusqu'au cœur des négociations sur la Pac (Politique agricole commune), grâce à la plateforme Pour une Autre Pac.

« Nous avons une chance unique d'influencer la rédaction de la prochaine Pac (2021-2027). Transformer la Pac nous permettrait d'entamer la transition agricole que nous souhaitons sur tous les territoires! », insiste Wilfried Gay, membre du collectif



Organisée à l'initiative du collectif Combat Monsanto, la mobilisation citoyenne « Notre Assiette pour demain » s'est déroulée partout en France à la veille du vote de la réforme de la PAC au niveau européen, le samedi 17 octobre. Et c'est justement la réforme de la PAC qui a été retenue comme revendication principale de cette mobilisation citoyenne multi-acteur, à laquelle *Pour une autre PAC* s'est associée. La plateforme a participé à sept des réunions de préparation et de bilan de l'événement. Le président de *Pour une autre PAC* a également été invité à prendre la parole au départ de la manifestation organisée à Paris, place de la Bastille. En parallèle de la manifestation parisienne, des dizaines d'action ont été organisées ailleurs en France, avec toujours la PAC au centre des revendications. Cet événement a obtenu une excellente couverture par la presse quotidienne régionale, ainsi qu'une bonne visibilité sur les réseaux sociaux.

Le mouvement paneuropéen « Good Food Good Farming », au sein duquel *Pour une autre PAC* a été très impliqué en 2020, a conçu une campagne de mobilisation en ligne à l'approche du vote de la réforme de la PAC par le Parlement européen, en octobre. Une vidéo, incluant la participation d'acteurs bruxellois et nationaux, dont Mathieu Courgeau de la plateforme *Pour une autre PAC*, a été produite. Divers visuels pour les réseaux sociaux ont aussi été mis à disposition, dans le but de créer une identité visuelle commune à l'interpellation des euro-député-e-s issu-e-s des différents États membres. Pour finir, à quelques jours de l'ultime vote du Parlement, **une vaste mobilisation citoyenne européenne, initiée par les jeunes activistes du mouvement climat, a été constituée autour du hashtag #votethisCAPdown** (« votez contre cette PAC »), mobilisation largement relayée par les organisations impliquées au sein de « Good Foog Good Farming ».



Action d'interpellation des eurodéputé·e·s en ligne

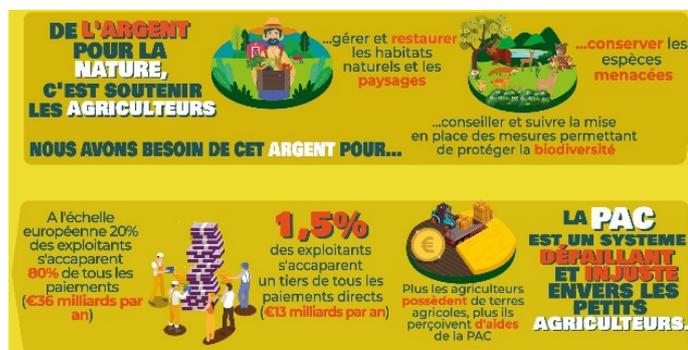


Déclinaison française de la campagne « Good Food Good Farming », *Pour une autre PAC* a développé une page de campagne sur son site internet permettant l'interpellation par les citoyen·ne·s des principaux·les eurodéputé·e·s français·es directement impliqué·e·s dans la négociation de la réforme de la PAC au Parlement. L'interpellation des eurodéputé·e·s français·es a été séquencée en différentes phases correspondant à l'avancée du calendrier de négociations du Parlement européen. Outre cet appel à mobilisation citoyenne, *Pour une autre PAC* a encouragé et relayé la mobilisation de ses organisations membres, générant ainsi **des dizaines de publications sur les réseaux sociaux d'ONG françaises sur le vote du Parlement européen pour la réforme de la PAC.**

Mobilisation de la presse française pour couvrir le vote de la réforme de la PAC



Pour une autre PAC, sachant la presse française traditionnellement peu encline à parler de sujets européens, a fourni un effort particulier pour mobiliser les journalistes autour de cette actualité. Pour cela, la plateforme s'est mise à leur disposition pour leur fournir de l'information facile à digérer et actualisée au jour près. Grâce au recrutement d'une agence de presse, *Pour une autre PAC* a **organisé deux conférences de presse et rédigé quatre communiqués** dans les quelques semaines des mois de septembre et octobre ayant entouré cette étape cruciale du processus de la réforme de la PAC. Au total, *Pour une autre PAC* a obtenu **plus d'une centaine de retombées médiatiques**, y compris parmi des media d'envergure.



Le décryptage des négociations européennes sur notre site internet

Une fois le vote de la réforme de la PAC passé, *Pour une autre PAC* a publié, dans les jours qui ont suivi, une série de **cinq articles de décryptage** :

- Un article sur le vote du Conseil
- Trois articles sur le vote du Parlement européen
- Un article synthétique sur l'ensemble de ce processus, davantage accessible à un public non initié.

ACTE 2 — Les députés du Parlement européen

Qui ?

Les eurodéputés, c'est-à-dire les élus qui représentent les citoyen·nes européen·nes au sein du Parlement européen, ont aussi adopté leur position sur la réforme de la PAC entre le 20 et le 23 octobre. Mais contrairement au Conseil, le Parlement n'adopte pas un accord en un seul gros bloc : les eurodéputés votent sur des centaines d'amendements article par article.

Quoi ?

Pour une autre PAC a publié **trois articles détaillés** sur ce qu'a voté le Parlement européen pour la réforme de la PAC. Il est assez difficile de résumer ce vote vu le nombre de dispositions qui ont été adoptées ou rejetées. On peut toutefois constater que se trouvent parmi elles des éléments positifs, qui emmènent la prochaine PAC dans la bonne direction, et d'autres négatifs. Au total, la réforme de la PAC adoptée par le Parlement est très confuse : elle ne donne pas de cap clair à l'agriculture européenne d'ici 2027, certains de ses amendements étant carrément contradictoires.

- Parmi les points positifs du vote du Parlement : évaluation de la mise en œuvre de cette réforme à l'aune des objectifs du Pacte vert, référence aux Droits à l'alimentation et Droit au développement, renforcement des outils économiques communs pour la gestion des crises, obligation de développer l'agriculture biologique, etc.
- Parmi les points négatifs du vote du Parlement : rejet de l'obligation de baisser de 30% les gaz à effet de serre d'origine agricole, rejet du renforcement d'une aide forfaitaire pour les petites fermes, sacralisation d'une majorité du budget pour les aides de base à l'hectare, rejet du conditionnement des aides à des normes de bien-être animal ou à une certaine densité des élevages, etc.

BILAN = 😞



Fonctionnement de *Pour une autre PAC*

Instances

3 assemblées générales :

- 13 mars, en présentiel, sur une journée entière
- 30 juin, par visioconférence, sur une demi-journée
- 19 novembre, par visioconférence, sur une journée entière

10 réunions du comité de pilotage :

- 2 sur une journée entière en présentiel
- 1 sur une journée entière par visioconférence
- 7 sur une demi-journée par visioconférence

Une quarantaine de réunions de groupes de travail (GT) :

- GT « suivi des négociations » [état à fin 2020 : GT toujours en activité] : 4 réunions
- GT « intégration de l'alimentation dans la PAC post 2020 » [état à fin 2020 : GT clos] : 10 réunions
- GT « accompagnement de la transition dans la PAC post 2020 » [état à fin 2020 : GT clos] : 7 réunions
- GT « communication » [état à fin 2020 : GT toujours en activité] : 3 journées de séminaire + 5 réunions
- GT « débat public » [état à fin 2020 : GT toujours en activité] : 8 réunions
- GT « HVE dans la PAC post 2020 » [état à fin 2020 : GT clos] : 3 réunions

Ressources humaines : une moyenne annuelle à 3 ETP :

- Janvier : 1 salariée
- Février à mi-juillet : 3 salariées + 1 stagiaire
- Mi-juillet à août : 2 salariées
- Septembre à décembre : 3 salariées

Réseaux

Cinq demandes d'adhésion, toutes acceptées

Très forte croissance du nombre de personnes à la liste électronique d'abonnement via le site internet : de 500 membres fin 2019 à plus de 8500 fin 2020.

Participation à la mobilisation inter-organisation « Notre Assiette pour demain », dont 7 réunions et 1 journée de mobilisation

3 types de réseaux européens partenaires :

- Mouvement paneuropéen de mobilisation citoyenne « Good Food Good Farming » : une quinzaine de réunions du comité de pilotage + 5 réunions de travail incluant une présentation de *Pour une autre PAC*
- Coalition paneuropéenne sur les politiques agricole et alimentaires « EU Food Policy Coalition » : 2 AG + 1 séminaire d'une journée entière + 1 réunion de groupe de travail + 1 lettre ouverte commune co-signée
- Groupe d'échanges sur la préparation des PSN entre plateformes nationales : 11 réunions, animées par ARC2020 ou coanimées par ARC2020 et Good Food Good Farming



Membres

Les 45 organisations membres de Pour une autre PAC sont des associations, fondations et syndicats français de rayonnement national impliqués sur les enjeux agricole et alimentaire.

Organisations paysannes



Organisations de protection de l'environnement et du bien-être animal



Organisations de citoyen·ne·s - consommateur·rice·s



Organisations de solidarité internationale



Contacts

Pour une autre PAC

🏠 47 avenue Pasteur
93100 Montreuil - France

☎ +33 (0)1 80 89 99 51

✉ contact@pouruneautrepac.eu

🌐 www.pouruneautrepac.eu

🐦 @pouruneautrepac

📘 /PlateformePourUneAutrePAC

🗣 /PlateformePourUneAutrePAC